



## ***Voix des communautés 2* : imaginer des solutions transformatrices pour répondre aux crises alimentaires systémiques mondiales**

CONSULTATIONS POPULAIRES SUR LES IMPACTS SUR LE TERRAIN DE LA PANDÉMIE DE COVID-19, DES CONFLITS ET DES CRISES ET LEURS CONSÉQUENCES SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, 2022

Lorsque la pandémie de COVID-19 a éclaté il y a plus de deux ans, le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (MSCPA) a mené une série de consultations populaires et s'est adressé à différents secteurs sociaux dans l'ensemble des régions. Sur la base des témoignages recueillis dans les communautés, publiés en 2020 dans le rapport [Voix des Communautés : de la COVID-19 à la transformation radicale de nos systèmes alimentaires](#), le MSCPA a plaidé pour le renforcement des solutions aux crises alimentaires mondiales qui seraient fondées sur les droits humains, en plaçant le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies au centre du dispositif. Mais le CSA n'a pas adopté ce rôle et, en 2022, la guerre en Ukraine est venue ajouter une nouvelle complexité aux crises alimentaires systémiques, les prix des aliments et des carburants ayant grimpé en flèche, exacerbant encore la faim. En 2022, le MSCPA s'est tourné vers ses membres à la base en organisant une

nouvelle série de [consultations populaires à propos des impacts sur le terrain du COVID-19 ainsi que d'autres conflits et crises](#).

Le nouveau rapport mondial *Voix des communautés 2 : imaginer des solutions transformatrices pour répondre aux crises alimentaires systémiques mondiales* met en lumière les initiatives entreprises à travers le monde depuis 2020. Il souligne l'inadéquation des réponses gouvernementales et multilatérales qui ont entraîné une augmentation des inégalités et accru la fragilité du système alimentaire mondial. Il synthétise la richesse des analyses et des recommandations issues des consultations. Il fait entendre la réalité vécue par les personnes et les communautés du monde entier, et fournit des données probantes qui contrastent fortement avec les récits dominants concernant la nature de la crise actuelle des prix alimentaires. Le rapport présente des exigences claires formulées aux gouvernements et au système des Nations

unies, en identifiant les actions qui doivent être entreprises afin de parvenir à transformer un système dangereusement injuste et non durable, qui perpétue la faim et la pauvreté.

## Recommandations

**Des mesures à court terme** sont nécessaires pour répondre immédiatement aux crises, mais elles doivent être cohérentes avec les mesures à long terme indispensables pour transformer nos systèmes alimentaires. Les mesures à court terme incluent la fourniture d'une aide humanitaire tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux durables ; le soutien aux initiatives communautaires et de solidarité existantes, tout en réglementant la distribution d'aliments ultra-transformés par les entreprises de la grande distribution ; la garantie de l'accès des petits producteurs alimentaires aux intrants de production, en privilégiant les intrants disponibles dans le pays par rapport aux intrants importés ; l'arrêt de la spéculation alimentaire ; la restructuration et l'annulation des dettes privées et publiques ; l'introduction d'un moratoire sur l'utilisation et la transformation des produits agricoles de base à des fins non alimentaires ; et enfin la taxation des bénéfices excessifs et de l'extrême richesse.

En matière de **mesures sur le long terme**, il est nécessaire de :

- **Rompre la dépendance aux importations alimentaires et soutenir l'approvisionnement alimentaire national.** Les politiques doivent garantir et promouvoir le renforcement des économies paysannes et de l'agriculture familiale, avec une attention particulière accordée aux jeunes et aux femmes, au lieu d'accroître la dépendance vis-à-vis du marché mondialisé. Les marchés publics doivent être utilisés pour garantir l'accès aux marchés à des prix rémunérateurs pour les petits producteurs alimentaires. Les collectivités locales sont un maillon essentiel pour permettre et promouvoir l'articulation entre les zones rurales et urbaines.
- **Transformer les systèmes alimentaires par l'agroécologie.** La priorité doit être donnée à une réforme agraire globale et populaire. Les droits des peuples à l'accès et au contrôle des terres et des ressources productives doivent être assurés, et les modèles de production traditionnels et ancestraux garantis, tels que la protection des semences et des connaissances paysannes, en particulier celles des femmes, ou encore des sites de pêche sécurisés pour les pêcheurs traditionnels. La participation des jeunes à ces processus doit être encouragée. Les politiques doivent progressivement interdire les pesticides et les engrais de synthèse hautement dangereux.
- **Mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, limiter le pouvoir des entreprises, transformer les règles commerciales.** Le commerce et les investissements doivent être réorientés pour servir les personnes et la société, et non les entreprises, en mettant fin aux accords de libre-échange et en démantelant les accords existants de l'Organisation mondiale du commerce. Les politiques de souveraineté alimentaire doivent être encouragées pour inverser le contrôle des entreprises sur les systèmes alimentaires. De même, des mesures basées sur une économie sociale et solidaire doivent être adoptées. Les gouvernements doivent réglementer les prix et le pouvoir de marché des entreprises, limitant ainsi les possibilités pour les multinationales de dominer les marchés alimentaires mondiaux. Les gouvernements doivent également introduire et appliquer des instruments juridiques pour interdire la spéculation financière sur les produits de base. La dette extérieure doit être réduite et progressivement éliminée, et

les impôts sur les bénéfices des entreprises doivent être plus élevés. La concentration des réserves céréalières privées doit être renversée et, à la place, les réserves alimentaires publiques doivent être soutenues pour protéger les populations des chocs. Les sanctions économiques qui font des denrées alimentaires une arme politique doivent être levées.

- **Garantir les droits humains et le multilatéralisme démocratique.** La paix, la justice et l'égalité, en tant que base de toute vie sociale, sont au cœur de la vision d'un système transformé, qui doit protéger et promouvoir les droits humains et des communautés. Une attention particulière doit être accordée aux droits des populations marginalisées, comme les paysans, les peuples autochtones, les pêcheurs, les femmes, les personnes non hétéro-normatives, les jeunes, les personnes souffrant d'insécurité alimentaire en milieu urbain, les pasteurs, les sans-terre, les travailleurs agricoles et dans l'industrie alimentaire ainsi que les consommateurs. La sécurité des personnes défendant les droits humains doit être assurée, en particulier celle des défenseurs et défenseuses du droit à la terre et à l'eau. Pour protéger les droits, des cadres normatifs tels que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales et les dispositions de l'Organisation internationale du travail relatives à la protection des travailleurs et des peuples autochtones doivent être reconnus et mis en œuvre. Un contrôle démocratique doit être exercé sur les systèmes et les politiques alimentaires, avec un rôle efficace et décisif joué par les Nations unies afin d'assurer que le contrôle soit remis entre les mains des États et des peuples et que l'interférence induite des entreprises dans les réponses aux crises et les décisions politiques soit stoppée.

Les résultats des consultations populaires montrent que les pays sont confrontés à une série d'obstacles qui doivent être traités au niveau mondial. Il est urgent de coordonner les politiques au niveau mondial pour remédier aux défaillances structurelles de nos systèmes économiques et alimentaires, afin de résoudre la crise actuelle et prévenir les crises futures.

Une telle coordination doit se fonder sur une compréhension approfondie de l'impact du modèle économique mondial sur les systèmes alimentaires et sur les changements à apporter aux règles mondiales et aux dispositions institutionnelles régissant le commerce, la fiscalité, la dette, les marchés financiers, les investissements et les finances publiques, afin d'opérer les transformations nécessaires pour lutter contre l'aggravation de la pauvreté, des inégalités et de la faim.

**La coordination mondiale des politiques doit être mise en œuvre dans le cadre d'un mécanisme de gouvernance multilatérale inclusif qui donne la priorité aux voix des pays et des groupes les plus impactés. Le CSA réformé est le seul forum multilatéral inclusif existant dans lequel les différents aspects de la crise alimentaire multidimensionnelle peuvent être abordés,**

**compris et traités depuis une perspective fondée sur les droits humains.** Le CSA peut fournir des conseils aux gouvernements nationaux sur le financement international/bilatéral et sur la formulation des politiques internationales. Les [demandes concrètes](#) du MSCPA envers le CSA qui ont été présentées lors de l'événement intersession de haut niveau du CSA et de l'Assemblée générale de l'ONU le 18 juillet 2022 sont conformes aux résultats des consultations populaires et restent valides. Pour prévenir et aider à maîtriser les crises futures, le CSA est appelé à établir un mécanisme de suivi multidimensionnel qui soit conforme à la mise en œuvre et à l'applicabilité du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates. Ce mécanisme doit inclure les voix des personnes à la base et être guidé par le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE).

Quant aux personnes sur le terrain, une chose est claire pour elles : la transformation significative des systèmes alimentaires et leur orientation vers le bien-être des personnes et de la planète, est plus urgente que jamais.